

L'introduction du deutsche mark en RDA : la dimension sociale

*François Bafail **

Mesurer la dimension sociale de l'union économique et monétaire allemande est pour l'instant un exercice délicat. Par conséquent, ont été réunis ici les éléments les plus récents, repris des déclarations des responsables politiques et économiques des deux États, des résultats de sondages fait auprès des chefs d'entreprises, ainsi que de l'étude réalisée par l'institut DIW de Berlin qui a publié en juin des scénarios sur l'évolution économique et sociale de la RDA. De ces différentes réflexions se dégagent beaucoup d'incertitudes quant à l'ampleur du chômage futur et quant à la capacité des autorités à appliquer rapidement une gestion des ressources humaines adaptée à l'introduction de l'économie de marché.

L'union monétaire ne soulève pas seulement un problème d'adaptation d'une économie à des règles de jeu qu'elle considérait hier non contraignantes, ainsi qu'à l'apparition d'un chômage massif ; en étant l'heure de vérité de la RDA¹, elle met en question la politique sociale de la RDA et dans une moindre mesure de la RFA : au niveau des syndicats, appelés dans les entreprises à se saborder pour se transformer en conseils ouvriers dotés de prérogatives moins étendues et conviés au niveau des fédérations à négocier avec les unions patronales régionales ; à celui des forces politiques auxquelles il incombe de réaliser le consensus, et ceci vaut aussi pour la RFA, en dépit des déclarations d'Oskar Lafontaine ; à celui de l'opinion publique, enfin, mise en demeure d'accepter certaines privations et surtout d'adhérer à l'environnement institutionnel qui est désormais le sien.

* François Bafail est ingénieur d'étude au CNRS (Recherche et ouverture des systèmes économiques socialistes, Roses, URA 417), détaché à l'Université libre de Berlin, Fondation A. Von Humboldt.

1. Le Président de la Banque fédérale Pöhl a parlé de l'heure de vérité pour la communauté européenne, à Strasbourg le 16 mai 1990 in *Tagesspiegel*, 17 mai 1990.

Envisagée sous l'angle des conséquences sociales, l'introduction du DM en RDA soulève ainsi trois questions :

- la fiabilité des données, seule à même d'autoriser des évaluations de l'évolution à court terme ; sur ce point, de vastes incertitudes persistent ;
- la capacité des acteurs sociaux d'accompagner le changement et non pas seulement de le subir. Or, force est ici de reconnaître qu'en dehors des élections du 18 mars et du 6 mai, les citoyens de RDA n'ont pris que bien peu part au processus en cours. L'angoisse devant tant d'inconnues prédomine parfois ;
- l'obligation faite aux classes politiques des deux pays de ne pas céder aux reproches mutuels qu'une telle situation ne peut manquer d'appeler et que pourraient attiser des revendications sociales incessantes.

L'union sociale

Le document signé par les deux États prévoyant l'introduction du DM en RDA s'intitule « Contrat d'État pour l'union monétaire, économique et sociale ». Mais alors que l'union économique impose d'emblée l'usage du DM en RDA, l'union sociale est en projet et requiert du temps pour se réaliser. Des différences doivent subsister et ceci concerne principalement les salaires, le système de sécurité sociale et le temps de travail dont plusieurs éléments feront l'objet de négociations au niveau des branches.

En ce qui concerne les salaires, d'importantes différences existent non seulement globalement (on estime en 1990 le salaire moyen en RDA à 960 DM tandis qu'il se situe à 2150 DM en RFA) mais aussi entre les catégories (on sait que les professions de santé et d'enseignement sont particulièrement mal rémunérées en RDA) (tableau 1)².

TABLEAU 1

Différences dans la répartition des revenus entre salariés en RFA et en RDA en 1990

En %

	RFA	RDA
— de 1 000 DM	0,9	13,3
1 000-1 400 DM	2,1	15,4
1 400-1 800 DM	4,1	28,6
1 800-2 200 DM	7,9	22,7
+ de 2 200 DM	85,0	20,0

Source : Ingrid Lötsch, Conférence à l'Université libre de Berlin, juin 1990.

2. *Zahlenspiegel BRD/DDR, ein Vergleich*, Bundesministerium für innerdeutsche Beziehungen, Köln, 1985, 128 pages.

Le système de sécurité sociale des deux pays révèle de profondes différences tant au niveau du régime des retraites³ que des diverses prises en charge (tableaux 2 et 3).

TABLEAU 2

Montant moyen des pensions des assurés sociaux en 1982-1983

	RFA	RDA
Retraités	1 047	334
Invalides	607	345
Veuves	765	275

Source : « *Zahlenspiegel BRD/DDR, ein Vergleich* », Köln, 1985.

TABLEAU 3

Prestations maternité en 1984

	RFA	RDA
Prématurité	6 semaines	6 semaines
Repos accouchement	8 semaines	20 semaines
Congé d'éducation	15 à 32 semaines	27 à 58 semaines 59 à 84 pour le 3 ^e enfant
Allocation (unique)	100 DM (pour les mères assurées)	1 000 DM pour toutes
Revenu	Équivalent du salaire net	Équivalent du salaire net

Source : *DIW, Zahlenspiegel BRD/DDR, 1983*.

Sur ce point, il n'est pas certain que les mesures natalistes adoptées durant l'ère Honecker demeurent, compte tenu des coûts qu'elles impliquent. On perçoit les avantages considérables qu'en retireraient les travailleurs de la RDA en matière de retraites, d'extension du régime de soins sans parler de la qualité des prestations.

Enfin, en ce qui concerne la durée du travail, l'union sociale ne peut être que profitable aux travailleurs de la RDA où le temps ouvré était très largement supérieur à celui de la RFA (tableau 4).

Ainsi au niveau du temps de travail tant quotidien qu'annuel, la RDA accuse de lourds handicaps par rapport à la RFA.

De très nombreux aspects de la politique sociale sont appelés à être profondément modifiés. Par exemple l'hygiène et la sécurité du travail : plusieurs enquêtes

3. Sur le régime de sécurité sociale en RDA durant l'ère Honecker, voir Heinz Vortmann, « La sécurité sociale en RDA », *Revue d'études comparatives est-ouest*, ed. du CNRS, vol. 20, 1989-4, p. 91-106.

TABLEAU 4

Durée du travail moyen dans différents pays européens en 1989

	RDA	Tchécoslovaquie	URSS	Hongrie	RFA
Temps chômé (jours) (sam./dim.)	104	101	104	104	104
Journées chômées légalés	5	4	6	6	9
Jours de travail légaux	255	260	255	255	252
Vacances moyennes (jours)	21	19	24	22	31
Durée hebdomadaire	43,75	42,25	41	41	40
Durée journalière	8,75	8,5	8,2	8,2	8
Age de la retraite	60-65	54-57 54-60	55-60	55-60	58-62

Source : *Sozial report, Band 1, Akademie der Wissenschaft, Institut für Soziologie und Sozialpolitik, 1990, Ost Berlin.*

menées ces dernières années ont montré le très haut niveau de pénibilité, soit de nuisance, soit de danger des postes de travail. Ces recherches concluaient qu'un travailleur sur quatre était exposé à des facteurs pathogènes et pour le personnel de production, ce rapport s'établissait à 1 pour 3⁴. Or, si quasiment personne ne conteste là-dessus le caractère positif de l'union, nul n'ignore que cette mise à niveau exigera du temps mais aussi des représentants syndicaux puissants et l'adoption de mesures économiques radicales. Et c'est là que le bât blesse, car si l'on peut être raisonnablement optimiste sur l'amélioration à moyen terme des conditions de travail et de vie en RDA, on peut néanmoins être certain que les pertes seront immédiates pour un grand nombre de citoyens. C'est en cela que l'union présente le plus d'incertitudes, génératrices d'inquiétudes.

Une situation difficile

Le problème soulevé est simple, du moins dans sa formulation :

— soit le jeu économique est respecté, ce qui implique que les salaires dépendent des gains réalisés et que les allocations diverses remplissent une fonction d'aiguillon. Cela appelle la mise en œuvre d'une politique d'assainissement économique radicale et la fermeture des entreprises non rentables. Mais le risque majeur est alors

4. *Die deutsche Wirtschaftszeitung*, n°12, 21 juin 1990, p. 3.

l'éclatement d'une crise suite à un chômage trop important et la reprise des départs vers l'Ouest ;

— soit les règles ne sont pas entièrement respectées et les subventions sont en partie maintenues avec les contraintes que cela entraîne pour la RFA, sans pouvoir à coup sûr ni réduire les inégalités entre régions ni diminuer les vagues d'émigration.

Or, l'adoption du DM en RDA a été justifiée par l'effondrement des indices économiques et les émigrants qui avaient atteint le chiffre de 344 000 pour l'année 1989, et près de 200 000 pour les quatre premiers mois de 1990. Les mots d'ordre scandés durant les manifestations de l'hiver dernier étaient sans ambiguïté : soit le DM va en RDA, soit la RDA va au DM. L'alternative, au moment de l'introduction du DM, est plus que jamais actuelle et ce qui a été présenté comme la solution risquée de ne pas résister aux exigences contradictoires du moment.

En effet, le différentiel de productivité entre les deux économies est tel qu'il n'est pas possible d'assurer le même salaire de part et d'autre. En l'absence de données exactes par branches, chacun s'accorde sur une différence de 40 à 50 % en défaveur de la RDA. Au mois de mai 1990 les experts de la RFA chiffreraient cette productivité à 57 pour le textile, 53 pour les machines, 48 pour l'électronique, 47 pour la chimie, 45 pour la métallurgie et 41 pour l'énergie. Plus précisément, l'on sait que les divers services administratifs absorbent deux à trois fois plus de main-d'œuvre qu'en RFA et que cette proportion est encore plus grande dans certains secteurs comme l'agriculture. L'usure des machines et la faible qualité des produits interdisent le maintien de très nombreux secteurs et vouent leurs travailleurs au chômage. Au moment de la réforme monétaire, peut-on dresser un état de la situation sur ce point en RDA ?

Le chômage

Le chômage est certainement la menace sociale la plus grave. Elle entretient une angoisse génératrice de fausses rumeurs et d'apathie.

Les imprécisions relevées au mois de mars n'ont pas disparu fin juin⁵. Les chiffres officiels, avançaient 14 000 chômeurs début mars, 28 000 à la fin mars, 40 000 un mois plus tard, 70 000 fin mai, plus de 100 000 début juin et 130 000 au 20 juin⁶. Ils indiquent le nombre d'individus inscrits dans les bureaux du travail et percevant une indemnité de chômage de l'ordre de 500 marks par mois auxquels s'ajoute un complément versé par l'entreprise à hauteur de 70 % du salaire net moyen des 12 derniers mois. Mais, de ce fait, ils ne traduisent pas l'état réel de la situation et surtout, compte tenu du caractère inédit du phénomène, l'on peut penser que

5. Voir François Bafuil/Klaus Grehn, « La montée du chômage en RDA », *Revue française des affaires sociales*, ed. du CNRS, vol. 20 1990-1, p. 125-135.

6. *Der Tagesspiegel*, 21 juin 1990.

beaucoup ne se sont pas encore inscrits. Le président de l'organisation des chômeurs avance le chiffre de 150 000 au 15 juin⁷.

A la même date, il précisait que selon ses calculs, 630 000 individus avaient reçu leur lettre de licenciement à compter du 2 juillet 1990. Le ministre des finances ouest-allemand tenait pour probable le chiffre de 10 % de chômeurs (soit près d'un million) pour l'automne⁸. Le journal *Der Spiegel* concluait à partir d'une statistique portant sur 3,4 millions de postes de travail, que 861 000 seraient sauvés (dont 473 000 à coup sûr) ; sur les 2 562 000 restants, 2 230 000 étaient en grand danger et 300 000 étaient d'ores et déjà condamnés⁹. Ces chiffres n'étaient guère éloignés de ceux du ministre est-allemand Krause pour lequel seulement 32 % des entreprises étaient rentables en RDA. Enfin, le SPD ouest-allemand faisait l'hypothèse de 2,5 millions de chômeurs pour l'automne 1990 et le président du DIW considérait que le chiffre de 4,5 millions constituait une limite possible.

Dans le même temps, les offres d'emplois n'ont cessé de décliner passant de 150 000 en janvier à 145 000 en février à 117 000 en mars, moins de 100 000 le mois suivant et 54 000 début juin¹⁰.

En ce qui concerne la structure du chômage, rappelons que trois vagues de licenciement se sont succédées : la première a concerné les membres de la sécurité (la STASI), puis les personnels des organisations politiques, sociales et de masse (principalement le SED et la FDGB) ; la troisième a touché l'ensemble des travailleurs, selon diverses modalités. Quatre traits peuvent être distingués :

— si la première vague a surtout concerné des individus plutôt âgés et diplômés, il s'est ensuite agi de jeunes et selon les études du président de l'organisation des chômeurs, le nombre de travailleurs dotés d'une expérience de travail inférieure à 5 ans et licenciés, passait de 25 % à 42 % de janvier à mars. On peut craindre dans les mois suivants une accentuation de ces tendances ;

— le second trait fait référence à un aspect typique de l'organisation industrielle par combinat en vigueur sous Honecker : la concentration, au niveau des maisons-mères, des services de recherche et de commerce. Les meilleurs éléments s'y étaient trouvés « aspirés », aux dépens des autres entreprises membres du combinat. En raison de la destruction de ces derniers, les individus de ces départements se retrouvent dès aujourd'hui sans travail et pour ceux qui sont âgés de plus de 45 ans, l'espoir d'en retrouver un est faible ;

— puis viennent les secteurs dont on sait qu'ils sont irrémédiablement condamnés soit en raison des menaces qu'ils font peser sur l'environnement, soit en raison de leur incapacité à supporter la concurrence mondiale, qu'il s'agisse des chantiers navals, de certains secteurs de l'électronique, de pans entiers de l'industrie légère, la chaussure ou la laine, ou de la chimie ;

7. *Der Tagesspiegel*, 15 mai 1990.

8. *Der Spiegel*, n°21, 21 mai 1990.

9. *Der Spiegel*, n°20, 14 mai 1990.

10. *Tribüne*, 6 juin 1990.

— enfin, les postes administratifs dont on a souligné plus haut les effectifs pléthoriques et qui sont très souvent occupés par des femmes. En mars 1990, leur part s'élevait à 42 % du nombre des chômeurs, parmi lesquelles 50 % élevaient un enfant. On touche là un des aspects propres à la RDA avec un taux d'activité féminine élevé et corrélativement un des taux de situations monoparentale les plus élevés au monde¹¹. Le chômage les affecte directement et plusieurs sources soulignent déjà les mises en chômage de femmes en congé d'éducation d'un enfant. Les femmes cumulent ainsi les effets négatifs de la restructuration¹² d'autant que les procédures se font au mépris général du droit du travail qui d'ailleurs, depuis plusieurs mois n'a plus aucune force contraignante. Les témoignages sont très nombreux qui dénoncent les relations professionnelles, où les directeurs agissent à leur guise sans en informer les syndicats qui n'ont aucun pouvoir et où les individus concernés ne sont avertis de leur mise à pied que par une simple lettre (der blaue Brief) sans aucune discussion préalable¹³.

Massif, le chômage va donc l'être assurément. L'incertitude réside dans le degré d'acceptation psychologique, tant sur le plan individuel que collectif. Les sources précédemment indiquées soulignent déjà les effets dévastateurs engendrés par la nouvelle situation : alcoolisme, éclatement des cellules primaires (couple, famille), etc. On ne s'attardera pas à souligner l'état d'impréparation total non seulement des individus (en raison d'habitudes quarantennaires) mais également des pouvoirs publics (en matière de bureaux d'emploi mais aussi de services sociaux). Il est préférable de présenter les mesures adoptées.

Les solutions

Les mesures de traitement social du chômage sont au nombre de quatre, avec au premier rang, la mise en retraite anticipée pour les travailleurs âgés de plus de 55 ans. Ceci concernerait entre 100 000 et 200 000 individus, dès juillet 1990¹⁴ ; la seconde renvoie aux allocations-chômage dont nous avons déjà fait mention ; la suivante concerne les actions de formation pour diverses catégories de travailleurs (directeurs, contremaîtres et travailleurs spécialisés dont le nombre devrait s'élever à 80 000 dès juillet)¹⁴. Enfin, la dernière concerne la décision d'assurer un « minimum social » pour les plus démunis (évalués à 350 000 individus, il en coûtera à la RFA 500 millions de DM en 1990 et 1 milliard en 1991). On se doit d'ajouter la décision

11. Sur l'emploi féminin en RDA, voir Hildegard Maria Nickel, « Les conséquences du développement technique sur la division sexuelle du travail », *Revue d'Études comparatives est-ouest*, ed. du CNRS, vol.20, 1989-4, p.127-135.

12. A titre d'exemple, on peut noter que le combinat de la Laine Weissenfeld qui emploie un grand nombre de femmes s'apprête à licencier 42 000 travailleurs en juillet prochain, *Der Spiegel*, n°19, 7 mai 1990 ; ou celui de Chemnitz où 30 000 sur 70 000 employés sont d'ores et déjà avertis de leur mise à pied, *Der Spiegel*, n°22, 11 juin 1990.

13. *Die Berliner Zeitung*, 6 juin 1990, p.11.

14. Entretien avec Pæhl, ministre de l'Économie de RDA, *Die Zeit*, n°25, 15 juin 1990.

de supprimer l'impôt pour les salaires les plus bas et de relever substantiellement les allocations familiales.

Ces mesures sont importantes en termes d'effort financier, surtout pour la RFA. Cependant les dispositions en matière de formation semblent bien faibles. La décision d'ajouter 1 000 nouveaux postes dans les bureaux de l'emploi est louable mais sera-t-elle suffisante au regard du chômage escompté ? Enfin, si les mesures de formation adoptées par le gouvernement de la RDA ont un aspect interministériel, aucune commission réunissant les acteurs patronaux et syndicaux ne semble avoir vu le jour.

Quant au sort des retraités, il appelle une attention spéciale. Pour les 2,9 millions d'individus concernés, les premières mesures ont consisté à aligner la hausse des retraites sur l'augmentation des salaires. Pour 45 années de travail on peut toucher le maximum des 70 % du salaire net moyen (fixé à 960 marks), soit une retraite de 672 DM au 1^{er} juillet 1990, au lieu de la pension antérieure de 470 DM. A celui qui touchera à cette date une indemnité inférieure à 495 DM, l'État versera un complément, à concurrence de cette somme. Cependant les gains réels ne seront pas aussi élevés si, comme beaucoup s'y attendent, les prix des produits de première nécessité augmentent à compter du 1^{er} juillet 1990. Les experts du DIW ont évalué la perte de pouvoir d'achat à 40 %. Si le gouvernement a décidé de remonter considérablement le plafond des retraites de la sécurité sociale (au lieu du plafond de 600 marks d'antan, il est porté désormais à 2 400 DM), ceci ne se fera pas sentir avant de nombreuses années. Et si l'on ne peut pas sous estimer l'effort accompli, la charge sera pour la RFA de 730 millions de DM supplémentaires, on peut craindre néanmoins un appauvrissement temporaire de ces catégories¹⁵.

Mais c'est bien évidemment du côté est-allemand que doivent venir les réponses décisives, notamment en matière de gestion des ressources humaines et de mobilisation des énergies. Sur ces deux points, les incertitudes sont légion.

La première des mesures préconisées renvoie aux économies de personnels réalisables immédiatement par les entreprises, notamment pour ce qui touche les secteurs de l'entretien et des transports dont les services devraient maintenant être à la charge d'unités extérieures. De la sorte, les différences de productivité se réduiront sensiblement et les entreprises seront à même de se concentrer sur les seuls objectifs de production¹⁶. Cette mobilisation doit s'appuyer également sur les techniques du management moderne qui n'ont jamais eu cours en RDA, sur la mobilité des personnels et sur leur motivation. Selon des recherches menées en mars et en avril 1990 sur une population de 800 chômeurs, il s'avérait qu'ils étaient prêts à accepter la mobilité régionale. Plus de 60 % étaient de surcroît prêts à envisager une diminution de la qualité de leur travail et une détérioration de ses conditions¹⁷.

Or il importe de noter que la situation de l'habitat, des transports et de l'approvisionnement est encore précaire. Elle est pourtant indispensable à tout effort de

15. *Die Zeit*, n°26, 22 juin 1990, p.27.

16. Sur ce point voir la communication de Fred Klinger, *soziale Probleme des wirtschaftlichen Umbruchs in der DDR*, Thesen auf der XXIII DDR-Forschertagung, Juni 1990.

17. Données de Klaus Grehn, non rendues publiques.

mobilité. En ce qui concerne la création d'emplois dans les services, le commerce et la petite entreprise, les autorités politiques comme les responsables de ces secteurs avancent la création de 500 000 postes d'ici le 1^{er} janvier 1991. Les mesures adoptées le 6 juin 1990 par le gouvernement ont d'ailleurs précisé la ventilation de ces emplois dont la répartition devrait se faire ainsi :

- 50 000 par la création d'entreprises d'artisanat ;
- 75 000 par l'extension des entreprises de ce type déjà existantes ;
- 200 000 à la suite de la reprivatisation des entreprises (d'avant 1972) ;
- 125 000 dans les services ;
- 50 000 par la création de filiales d'entreprises de l'Ouest¹⁸.

Néanmoins, au moment de l'union monétaire, bien peu de ces spécialistes étaient en mesure de préciser ce que recouvrent ces chiffres : quels postes seront concernés, quelles qualifications seront exigées, quelles régions seront avantagées, quel transfert s'opérera en provenance de la grande industrie et quels seront les cadres de ces unités.

Quant à la constitution de ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler la culture d'entreprise — tout cet ensemble de valeurs plus ou moins partagées par les travailleurs au travers de canaux et de procédures d'information et de communication variées — cette culture d'entreprise réclame du temps pour se constituer et ne peut être décidée au seul sommet des organisations. Deux incertitudes sont ici à relever :

- la première renvoie à la lassitude générale manifestée à l'encontre de tout appel à la mobilisation. Le manque d'enthousiasme se retrouve dans le faible engagement des individus, politique bien sûr, mais également au travail. Cela, d'autant plus que les discours martelés pendant quarante ans et plus portaient justement sur la mobilisation, l'énergie, l'émulation, etc. Comment seront reçus ces « nouveaux-vieux » messages, comment seront-ils mis en forme concrètement, nul ne le sait ;
- la seconde fait référence aux syndicats dont l'état de faiblesse est considérable au niveau de la connaissance des règles du jeu d'abord, et des finances ensuite.

Il leur est demandé d'assumer un rôle qu'il n'ont jamais pu exercer durant quarante ans en raison de leur inféodation au SED et du mépris que leur vouaient les travailleurs, mais également d'adopter radicalement d'autres comportements et d'autres stratégies. Il s'agit ici d'une conversion absolue puisqu'il leur faut désormais être efficace au niveau des branches lors des négociations tarifaires avec les partenaires patronaux des Länder et se muer en conseils d'entreprises dans les unités de travail. Là, leur marge d'action se trouve considérablement réduite du fait qu'il convient de trouver le nécessaire consensus avec l'autorité économique, sans lequel rien ne sera possible. Le partenariat prend des accents désormais contraignants car il n'est plus du tout question d'user des termes de luttes de classe, et si l'on peut penser, à juste titre, que les droits des anciens syndicats étaient très largement formels, ils n'en constituaient pas moins une assurance-sécurité pour les appareils.

18. *Die deutsche Wirtschaftszeitung*, 14 juin 1990, p.3.

Quant à la situation financière des syndicats, elle n'autorise que très peu d'espoir en cas de longs conflits. Ceci s'explique par une chute des effectifs (que l'on peut évaluer à 1,5 million sur moins de 9 millions d'actifs) mais surtout par le non paiement des cotisations de ceux qui sont restés et la fin des subventions. D'organisation richissime qu'elle était jusqu'en octobre 1989, l'ex-confédération se retrouve dans un état de quasi faillite¹⁹. En dépit de cela, l'on doit mettre à l'actif de certains syndicats de branche des succès en matière de revendication : les 7 000 salariés de la sécurité sociale ont vu leurs salaires rehausser et le versement du 13^{ème} mois dès juin²⁰. Pour les 200 000 employés du gaz et du charbon, il est prévu d'appliquer la semaine des 40 heures dès le 1^{er} juillet 90. Quant aux 60 000 employés des banques, outre le versement du 13^{ème} mois, ils se verront verser une prime de 500 marks à cette date.

L'obtention de ce 13^{ème} mois semble en de nombreux endroits se réaliser. Il n'en reste pas moins que ces divers gains sont acquis en ordre dispersé et que certaines revendications sont avancées sans souci des nouvelles réalités économiques : la fédération de l'hôtellerie n'a pas hésité, en prévision des hausses de prix, à réclamer une hausse de 50 % des salaires, l'introduction de la semaine de 40 heures et l'obtention immédiate du 13^e mois²¹.

Hésitations et désengagements

Après l'enthousiasme des premières heures, le doute s'est très vite installé en RFA quant à la possibilité de réaliser des profits économiques rapides. Selon une enquête réalisée par l'institut de conjoncture de Munich en avril 1990, le nombre d'entrepreneurs de RFA prêts à s'engager en RDA a beaucoup diminué et nombreux sont ceux qui n'y voient qu'une région non pas de production finale mais de livraison. Tous soulignent les incertitudes liées au régime de la propriété. Cet attentisme du Sud est relayé par les patrons du Bad-Wurtemberg et il n'est pas jusqu'au directeur de la puissante Daimler-Benz qui souligne que « l'on a besoin de prendre son souffle pour réussir en RDA »²². Dans une autre enquête réalisée cette fois auprès de 398 patrons de la RFA, de 128 de la RDA et de 75 de l'Ouest, il s'avère que 85 % d'entre eux considèrent que le miracle économique est possible en ce pays. Cependant, ils sont 50 % à penser que cela se réalisera dans une période de 3 à 5 ans et 37 % dans une période de 5 à 10 ans²³. En fin de compte, et en dépit des conseils vantant la

19. Voir *Die Zeit*, n°23, 1^{er} juin 1990, p.28 (« Einheit statt Pleite »).

20. *Tribüne*, 7 juin 1990.

21. *Tribüne*, 12 juin 1990.

22. *Die deutsche Wirtschaftszeitung*, n°7, 17 mai 1990, p.3.

23. *Die deutsche Wirtschaftszeitung*, n°11, 14 juin 1990, p.1.

main-d'œuvre moins chère et la discipline²⁴, l'investissement se fait rare. Les évaluations portant sur la croissance vont du simple au double²⁵, la crainte des conflits sociaux est grande parmi les patrons comme parmi les syndicats ouest-allemands²⁶ et comme le souligne un conseiller de la chancellerie, « on ne peut pas demander aux patrons de jeter par dessus bord les règles économiques »²⁷.

A cet égard, les décisions concernant l'accès à la propriété foncière et plus largement encore, la récupération de leurs anciens biens par ceux qui se sont trouvés obligés de quitter la RDA, vont avoir valeur de test. On estime maintenant entre 500 000 et 800 000 le nombre d'individus qui pourraient manifester de telles ambitions²⁸. De ce fait, les angoisses ressenties par les habitants de la RDA confrontés à ces problèmes n'ont cessé de croître depuis le début de l'année²⁹. L'on semble s'orienter vers des dédommagements divers, prenant en compte la complexité des situations (50 000 maisons auraient été construites sur des terrains appartenant antérieurement à des citoyens de la RFA). Ce qui semble certain, c'est que les revendications concernant des terres d'avant 1949, date de création de la RDA, ne seront pas prises en compte. En ce qui concerne les dédommagements financiers accordés pour les expropriations postérieures, ils seront imputables au budget de la RDA. Les observateurs, néanmoins, prévoient de très longues années de procédure.

L'adaptation des travailleurs à leur nouvel environnement est la clé du succès de la RDA. Si l'on ne peut que se féliciter de la fin accélérée des organisations sociales monolithiques et incompétentes, on ne peut que craindre le vide qui leur a succédé. Or, sans adhésion à un projet collectif qui passe maintenant par des structures importées de RFA, qu'espérer ? Ceci dépasse largement les seules organisations syndicales et le manque de conception claire est ici flagrant. Ce qui est en jeu, c'est la crédibilité même de l'État à satisfaire les aspirations des citoyens. La crise est ici profonde et les appels à la mobilisation ne semblent guère de nature à inverser le processus de désenchantement.

Les positions d'un Oskar Lafontaine ne peuvent que renforcer le malaise. Ce sont, en effet, les conséquences de l'union monétaire qu'a critiquées le candidat à la chancellerie et non pas tant l'union elle-même :

« Les discussions des prochaines semaines — a-t-il affirmé à la fin du mois de mai 90 — doivent très clairement montrer que nous ne portons aucune responsabilité dans ce contrat que je tiens pour ma part pour irresponsable. Je considère toujours l'extension de la zone mark à compter du 1^{er} juillet pour une faute grave car elle

24. *Der Berlinermorgenpost* (l'entretien donné par le responsable des chambres de commerce et d'industrie de RFA, DIHT), le 3 juin 1990.

25. Il est à noter que l'ex-chancelier Helmut Schmidt prévoit une croissance de l'ordre de 7 % pour les prochaines années en RDA, in *Tribüne*, 12 juin 1990, p.1.

26. *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 5 juin 1990. En ce qui concerne la position syndicale de la RFA, voir l'entretien accordé aux journalistes du Spiegel par le responsable de la métallurgie de RFA, Steinkohler, où il indique qu'il n'exclut ni les grèves ni les tumultes, tout en prenant bien soin de souligner que les grèves ne pourront y être organisées par les organisations sociales, faute de structures ad hoc, *Der Spiegel*, n°25, 18 juin 1990, p.110-115.

27. *Der Spiegel*, n°19, 7 mai 1990, p.18.

28. *Der Spiegel*, n°25, 18 juin 1990, p.28-32.

29. Voir François Bafoil, « Pertes d'emploi, menaces sur le logement », dans le *Monde diplomatique*, avril 1990, p.16-17.

entraîne le chômage. C'est ce que j'ai dit avant les élections du parlement de RDA, bien que ce ne soit pas populaire »³⁰.

Or les conséquences sociales de l'union sont-elles dissociables de leur aspect économique ? Peut-on réduire celui-ci à une simple opération technique ? O. Lafontaine n'a pas répondu à ces questions, évitant d'ailleurs de préciser les contours d'une alternative plausible à ce qui est le cours forcé des choses en RDA depuis la fin décembre 1989, pour mieux se concentrer sur les incertitudes de la stratégie de Kohl. Du coup, le débat est mal posé puisque s'il est évident que le peuple de la RDA a voulu l'union en le manifestant par deux fois très clairement (les 18 mars et 6 mai), il n'est pas certain qu'il l'ait fait en connaissance de cause. Lafontaine en conclut qu'il n'est pas prêt, de ce fait, à en subir les conséquences et que de toutes façons les modalités financières ne cesseront de s'alourdir pour la RFA. Et le candidat de poursuivre logiquement :

« Une victoire qui se fonde sur de fausses promesses est une victoire à la Pyrrhus. Sans connaître les résultats des élections en RDA, j'ai dit que celui qui gagne les premières perdra les secondes. Celui qui pense que les élections sont une image juste des rapports de force politiques en RDA se trompe ».

Le débat est mal posé car personne ne sait effectivement ce qu'il va en advenir et pourtant il faut jouer, quitte à avouer comme le faisait en mai dernier un conseiller de Bonn, « nous ne savons rien et ils ne savent rien »³¹. Le front uni des mois de septembre-décembre 1989 s'est largement disloqué en RFA, et parce que l'on ne peut pas soupçonner Lafontaine d'agir par simple calcul électoral — lui que Théo Sommer qualifia d'« homme faux pour des temps faux »³² — cela augure mal de la nécessaire cohésion des forces face aux impondérables.

Ceci rappelé, est-on en mesure d'envisager plusieurs scénarios et surtout d'identifier, à défaut de certitudes, les éventualités les moins erronées ?

Trois scénarios possibles

Trois variantes peuvent être envisagées, allant d'une vision optimiste à une crise sociale profonde, selon qu'elles combinent plus ou moins heureusement les éléments suivants : le niveau de chômage à l'hiver 1990, l'importance des investissements, la sagesse des partenaires sociaux et la volonté de réduire les inégalités.

30. *Der Spiegel*, n°22, 28 mai 1990, p.26-29.

31. *Der Spiegel*, n°21, 21 mai 1990, p.24.

32. *Die Zeit*, n°23, 1^{er} juin 1990, « Der falsche Mann zur falschen Zeit », p.1.

L'institut d'économie de Berlin (DIW) a chiffré l'émigration vers l'ouest selon deux hypothèses, fixant l'évolution démographique de la RDA jusqu'en 2040³³. La première hypothèse prévoit une fuite de 300 000 individus pour l'ensemble de l'année 1990, ensuite une moyenne de 100 000 jusqu'en 1995 puis une stabilisation à 20 000 chaque année jusqu'à l'an 2000. Les prémisses en sont un essor économique rapide, une réduction drastique du chômage et une égalité des salaires à très court terme. Ce scénario se fonde sur l'existence d'un chômage certes important mais de courte durée, que viendrait compenser une création massive d'emplois dans les secteurs cités plus haut. L'acceptation de la situation par les travailleurs — que ce soit sous les auspices du fatalisme ou de la patience active — en est une des conditions nécessaires tout comme une attitude mesurée de la part des syndicats. Des satisfactions consuméristes devront être apportées très vite, et l'on compte sur les possibilités de voyager et sur l'impact psychologique consécutif à la détention de DM. Les prix ne devront pas accuser de trop fortes hausses ; on doit noter que les responsables se sont engagés à ne pas autoriser des hausses de loyer ou d'électricité avant le 1^{er} janvier prochain sans être très explicites sur leurs intentions de freiner la spéculation foncière. Ce scénario plausible mise avant tout sur la rapidité des phénomènes, sur la rationalité des acteurs en présence et sur l'engagement massif de la RFA.

La seconde hypothèse se fonde sur une application des réformes plus étalée dans le temps. Ils seraient ainsi 400 000 à quitter en 1990 leur pays, 280 000 en 1991, 180 000 en 1992, 130 000 en 1993, 110 000 en 1994 et 80 000 en 1995, soit un chiffre de 780 000 pour les cinq ans à venir tandis qu'il ne serait plus que 60 000 annuellement jusqu'à l'an 2000.

Ce scénario prend en considération les mêmes données pour le chômage, mais la compensation en créations de postes tarderait à venir tandis que la spéculation s'accélérerait provoquant une accumulation de situations négatives. La passivité pourrait en être l'une des conséquences, bénéfique en terme de non éclatement de crise sociale mais assurément négative en termes d'engagement. Dans ce cas de figure, aucun redressement n'est à attendre d'ici le 1^{er} janvier 1991.

Le dernier scénario combine les aspects négatifs des réponses apportées : un faible investissement des partenaires de l'Ouest, une faible compensation en créations de postes, des revendications ou non, des inégalités salariales durables, une reprise massive des départs provoquant en retour des situations inextricables en RFA.

33. *DIW-Wochenbericht*, 23-24 1990, 14 juin 1990, p.315-321.

34. Dans l'entretien cité en note 29, le responsable syndical de la métallurgie de la RFA avance cette date de 1995, tout en soulignant que personne ne peut savoir ce qui se passera d'ici là en RDA. Dans ce même entretien, il s'en prend à ses collègues de RDA qui avancent des revendications salariales exorbitantes, compte tenu de l'état de la production.

On peut ainsi dresser le schéma suivant des scénarios éventuels (tableau 5) :

TABLEAU 5

Estimations du DIW

	1 (clair)	2 (gris)	3 (sombre)
Chômage (hiver 90)	800 000/1,5 mil	800 000/1,5 mil.	1,5/3,5 mil.
Création de postes	rapide	1991	reportée
Investissements	forts	1991	faible
Égalité des salaires	1995	1995	reportée
Grèves	modérées	modérées	élevées
Croissance	7 %	4 %-7 %	- de 3 %
Migrations	faibles	faibles	fortes

Source : DIW-Wochenbericht 23-24, 14 juin 1990.

En outre, la situation de Berlin mériterait une attention spéciale en raison de son histoire, de sa situation géographique et des attentes à son encontre : comment sera-t-il possible d'enrayer le marché noir et même d'empêcher des travailleurs des quartiers est (et plus largement de toute la RDA) de venir s'employer à l'ouest lorsque l'on sait les différences de salaires horaires et plus encore, que le moindre des revenus versés sera toujours plus élevé que l'indemnité chômage ? S'avance-t-on vers une situation de « périphérisation » des régions de la RDA par rapport à cette ville dont l'expansion va être considérable, et même des régions de la RDA par rapport à celles de la RFA ? N'est-ce pas à moyen terme prolonger les mêmes différences qu'avant le Mur ?

Conclusion

On a suffisamment souligné le caractère inédit de l'écroulement de la RDA et sa transformation à marche forcée vers un système économique, social et politique radicalement différent de ce qu'elle avait jusqu'à présent éprouvé. Or personne, pas même Helmut Kohl, ne peut en préciser clairement les effets à court terme. Les incertitudes dominent avec leur cortèges de peurs devant l'inconnu, plus communément devant des lendemains qui n'ont rien d'enthousiasmant aux yeux d'individus condamnés à y perdre, fût-ce momentanément. A cet égard, l'heure de vérité sonne bien pour la RDA, pour la RFA et dans une moindre mesure pour l'Europe toute entière, conviées à administrer la preuve décisive non pas tant que la démocratie l'emporte sur le communisme en termes d'efficacité économique, cela est acquis, mais surtout qu'elles peuvent assumer un héritage non voulu pour un avenir qu'il leur faut nécessairement réussir.